

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

Paraissant tous les Jedis à 3 heures du soir.

Matahiti 58.
N° 14.

Te Uea a te Hau no te mau Haapao raa farani i Oteania

Mahana maha
8 no eperera 1909

PREX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Intérieur—Un an..... 18 fr.	Extérieur—Un an..... 20 fr.
id. Six mois... 10 »	id. Six mois... 11 »
id. Trois mois... 6 »	id. Trois mois... 6 50

Un numéro: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

PREX DES ANNONCES (au comptant):

Les 20 premières lignes.....	50 c. la ligne
Au-dessus de 20 lignes.....	25 d.

Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Arrêté promulguant dans la Colonie, le décret du 20 novembre 1908 portant application dans les Établissements français de l'Océanie des lois des 7 décembre 1874 et 19 avril 1898.

Arrêté promulguant dans la Colonie l'article 61 de la loi de finances du 26 décembre 1908.

Arrêté promulguant dans la Colonie deux décrets du 20 Février 1908 sur l'Administration des successions vacantes dans la Colonie.

Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 31 décembre 1908 rétablissant le Tribunal de Commerce de Papeete.

Arrêté approuvant le budget de la commune de Papeete, pour l'année 1909.

Arrêté approuvant le tarif des taxes municipales pour l'année 1909.

Arrêté rendant exécutoire l'arrêt du Tribunal criminel des 18-19 septembre 1908 condamnant le nommé Tau a l'île à cinq années de travaux forcés.

Arrêté rendant exécutoire l'arrêt du Tribunal criminel du 23 février 1909 condamnant le nommé Lizy Savarimoutou à deux années d'emprisonnement.

Arrêté autorisant la Compagnie française des phosphates de l'Océanie à occuper une partie du rivage de l'île Makatea.

Arrêté ouvrant au budget Local, exercice 1908, divers crédits supplémentaires et d'ordre s'élevant ensemble à la somme de 176.200 francs.

Arrêté ouvrant au budget Local, exercice 1909, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 19.000 francs.

Arrêté ouvrant au budget Local exercice 1909, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 22.910 francs.

Arrêté fixant le tarif des prélèvements à effectuer au profit de la Commune de Papeete sur diverses taxes.

Arrêté rendant exécutoires les rôles supplémentaires des patentes, impôt personnel, prestation rurale et taxes sur les chiens des perceptions de Borabora, Raiatea et Huahine, Tubuai et Tuamotu pour le 3^e trimestre 1908 et l'annexe au rôle supplémentaire du 4^e trimestre 1908 de la perception de Taravao.

Arrêté rendant exécutoire le rôle principal de la prestation urbaine de la Commune de Papeete, pour l'année 1909.

Arrêté rendant exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete pour l'année 1909.

Arrêté rendant exécutoire le rôle principal des concessions d'eau de la commune de Papeete, pour l'année 1909.

Arrêté rendant exécutoires les rôles principaux de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe sur les chiens des perceptions de Taravao et Moorea, pour l'année 1909.

Arrêté rendant exécutoires les rôles principaux de l'impôt personnel, la prestation rurale, la taxe sur les chiens et les Patentes de la perception des Tuamotu pour l'année 1909.

Arrêté rendant exécutoire les rôles principaux des patentes, de la taxe sur les chiens, de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe spéciale de séjour de la perception des îles Rurutu et Rimatara pour l'année 1909.

Arrêté rendant exécutoire les rôles principal et supplémentaire du 1^{er} trimestre de l'année 1909 des patentes, de l'impôt personnel, de la prestation rurale et la taxe sur les chiens de la perception de l'île Rapa pour l'année 1909.

Arrêté autorisant le Trésorier Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1908 et 1909.

Arrêté dégageant d'impôts divers contribuables de la perception de Papeete et Taravao.

Arrêté dégageant d'impôts divers contribuables de la Commune de Papeete.

PARTIE NON OFFICIELLE

Palmarès de l'Alliance française.

Association nationale de l'Alliance Française.

Congrès coloniaux quinquennaux. — Congrès des anciennes colonies.

Service des Postes. — Avis d'adjudication de l'entreprise du transport de la correspondance, des colis-postaux et des passagers entre Papeete et Moorea.

Souscription ouverte au profit des victimes du tremblement de terre d'Italie.

Avis concernant la libre pâture.

Caisse des gens de mer.

Situation de la Banque de l'Indo-Chine.

Caisse agricole. — Achats de produits.

— Avis au sujet de la vanille.

PARTIE OFFICIELLE

Gouvernement des Établissements français DE L'Océanie

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie, le décret du 20 novembre 1908 portant application dans les Établissements français de l'Océanie des lois des 7 décembre 1874 et 19 Avril 1898.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 18 décembre 1908 N° 27 ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté

selon sa forme et sa teneur, le décret du 20 novembre 1908, portant application dans les Établissements français de l'Océanie des lois des 7 décembre 1874 et 19 avril 1898.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire p. i.,

CH. HOSTEIN,

DÉCRET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes;

Vu la loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis sur les enfants;

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les lois des 7 décembre 1874 et 19 avril 1898 sus visées sont rendues applicables dans les Colonies de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, des îles Saint-Pierre et Miquelon, de l'Afrique Occidentale française, du Congo français et dépendances, de Mayotte, de l'Indo Chine et aux Établissements Français dans l'Inde et en Océanie.

Art. 2. Toutefois les dispositions de ces lois portant destitution de la tutelle ou déchéance de la puissance paternelle ne seront pas applicables aux indigènes régis par leur statut personnel et qui n'ont pas obtenu la naturalisation française.

Art. 3. Le Ministre des Colonies et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République Française et des Colonies de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, des îles Saint-Pierre et Miquelon, de l'Afrique occidentale française, du Congo Français de l'Indo-chine, des Établissements français dans l'Inde et en Océanie, et inséré au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 20 novembre 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies.

MILLIÈS-LACROIX.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et des Cultes,

A. BRIAND.

LOI relative à la protection des Enfants employés dans les professions ambulantes.

(Du 7 décembre 1874.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Tout individu qui fera exécuter par des enfants de moins de seize ans des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation ;

Tout individu, autre que les père et mère, pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque, qui emploiera, dans ses représentations, des enfants âgés de moins de seize ans,

Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de seize à deux cents francs.

La même peine sera applicable aux père et mère exerçant les professions ci-dessus désignées qui emploieraient dans leurs représentations leurs enfants âgés de moins de douze ans.

Art. 2. Les pères, mères, tuteurs ou patrons qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de seize ans aux individus exerçant les professions ci-dessus spécifiées, ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité, seront punis des peines portées en l'article 1^{er}.

La même peine sera applicable à quiconque aura déterminé des enfants âgés de moins de seize ans à quitter le domicile de leurs parents ou tuteur pour suivre des individus des professions sus-désignées.

La condamnation entraînera de plein droit, pour les tuteurs, la destitution de la tutelle ; les pères et mères pourront être privés des droits de la puissance paternelle.

Art. 3. Quiconque emploiera des enfants âgés de moins de seize ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, sera considéré comme auteur ou complice du délit de mendicité en réunion, prévu par l'article 276 du Code pénal, et sera puni des peines portées audit article.

Dans le cas où le délit aurait été commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitués de la tutelle.

Art. 4. Tout individu exerçant l'une des professions spécifiées à l'article 1^{er} de la présente loi devra être porteur de l'extrait des actes de naissance des enfants placés sous sa conduite, et justifier de leur origine et de leur identité par la production d'un livret ou d'un passe-port.

Toute infraction à cette disposition sera punie d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de seize à cinquante francs.

Art. 5. En cas d'infraction à l'une des dispositions de la présente loi, les autorités municipales seront tenues d'interdire toutes représentations aux individus désignés en l'article 1^{er}.

Ces dites autorités seront également tenues de requérir la justification, conformément aux dispositions de l'article 4, de l'origine et de l'identité de tous les enfants placés sous la conduite des individus susdésignés. A défaut de cette justification, il en sera donné avis immédiat au parquet.

Toute infraction à la présente loi commise à l'étranger à l'égard de Français devra être dénoncée, dans le plus bref délai, par nos agents consulaires aux autorités françaises, ou aux autorités locales, si les lois du pays en assurent la répression.

Ces agents devront, en outre, prendre les mesures nécessaires pour assurer le rapatriement en France des enfants d'origine française.

Art. 6. L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus et punis par la présente loi.

Délibéré en séances publiques, à Versailles, les 22 Mai, 23 Juin et 7 Décembre 1874.

Le Président,

L. BUFFET.

Les Secrétaires,

FÉLIX VOISIN, T. DUCHATEL,

E. DE CAZENOVE DE PRADINE, VANDIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA PRÉSENTE LOI.

M^{al} DE MAC MAHON, duc DE MAGENTA.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

A. TAILHAND.

LOI sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté commis envers les enfants.

(Du 9 avril 1898.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 312 du Code pénal :

« Quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, ou qui l'aura volontairement privé d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé, sera puni d'un emprisonnement de un an à trois ans et d'une amende de seize à mille francs (16 à 1,000^f).

« S'il est résulté des blessures, des coups ou de la privation d'aliments ou de soins, une maladie ou incapacité de plus de vingt jours, ou s'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine sera de deux à cinq ans d'emprisonnement et de seize à deux mille francs (16 à 2,000^f) d'amende, et le coupable pourra être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus à compter du jour où il aura subi sa peine.

« Si les coupables sont les père et mère légitimes, naturels ou adoptifs ou autres ascendants légitimes ou toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou ayant sa garde, les peines seront celles portées au paragraphe précédent, s'il n'y a eu ni maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours, ni préméditation ou guet-apens, et celle de la réclusion dans le cas contraire.

« Si les blessures, les coups ou la privation d'aliments ou de soins ont été suivis de mutilation, d'amputation ou de privation de l'usage d'un membre, de cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, ou s'ils ont occasionné la mort sans intention de la donner, la peine sera celle des travaux forcés à temps, et si les coupables sont les personnes désignées dans le paragraphe précédent, celle des travaux à perpétuité.

« Si des sévices ont été habituellement pratiqués avec intention de provoquer la mort, les auteurs seront punis comme coupables d'assassinat ou de tentative de ce crime. »

Art. 2. Les articles 342, 350, 351, 352 et 353 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 349. Ceux qui auront exposé ou fait exposer, délaissé ou fait délaissé, en un lieu solitaire un enfant ou un incapable, hors d'état de se protéger eux-mêmes à raison de leur état physique ou mental, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de un an à trois ans et à une amende de seize à mille francs (16 à 1,000^f).

« Art. 350. La peine portée au précédent article sera de deux ans à cinq ans et l'amende de cinquante à deux mille francs (50 à 2,000^f) contre les ascendants ou toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou l'incapable ou en ayant la garde.

« Art. 351. S'il est résulté de l'exposition ou du délaissement une maladie ou une incapacité de plus de vingt jours, le maximum de la peine sera appliqué.

« Si l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, ou s'il est resté atteint d'une infirmité permanente, les coupables subiront la peine de la réclusion.

« Si les coupables sont les personnes mentionnées à l'article

350, la peine sera celle de la réclusion dans le cas prévu au paragraphe 1^{er} du présent article et celle des travaux forcés à temps au cas prévu par le paragraphe 2 ci-dessus dudit article.

« Lorsque l'exposition ou le délaissement dans un lieu solitaire aura occasionné la mort, l'action sera considérée comme meurtre.

« Art. 352. Ceux qui auront exposé ou fait exposer, délaissé ou fait délaissé, en un lieu non solitaire, un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger eux-mêmes à raison de leur état physique ou mental, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de trois mois à un an et à une amende de seize à mille francs (16 à 1,000^f).

« Si les coupables sont les personnes mentionnées à l'article 350, la peine sera de six mois à deux ans d'emprisonnement et de vingt-cinq à deux cents francs (25 à 200^f) d'amende.

« Art. 353. S'il est résulté de l'exposition ou du délaissement une maladie ou incapacité de plus de vingt jours, ou une des infirmités prévues par l'article 309, paragraphe 3, les coupables subiront un emprisonnement de un an à cinq ans et une amende de seize à deux mille francs (16 à 2,000^f).

« Si la mort a été occasionnée sans intention de la donner, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

« Si les coupables sont les personnes mentionnées à l'article 350, la peine sera, dans le premier cas, celle de la réclusion, et, dans le second, celle des travaux forcés à perpétuité. »

Art. 3. L'article 2 de la loi du 7 décembre 1874 est modifié comme il suit :

« Art. 2. Les pères, mères, tuteurs ou patrons, et généralement toutes personnes ayant autorité sur un enfant ou en ayant la garde, qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de seize ans, aux individus exerçant les professions ci-dessus spécifiées (1), ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité, seront punis des peines portées en l'article 1^{er} (2).

« La même peine sera applicable aux intermédiaires ou agents qui auront livré ou fait livrer lesdits enfants et à quiconque aura déterminé des enfants, âgés de moins de seize ans, à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre des individus des professions susdésignées.

« La condamnation entraînera de plein droit, pour les tuteurs, la destitution de la tutelle. Les père et mère pourront être privés des droits de la puissance paternelle. »

Art. 4. Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'Assistance publique.

Toutefois, les parents de l'enfant jusqu'au cinquième degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé-tuteur et le ministère public pourront former opposition à cette ordonnance; l'opposition sera portée, à bref délai, devant le tribunal, en chambre du conseil par voie de simple requête.

(1) Acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux ou directeurs de cirques (art. 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874).

(2) Six mois à deux ans d'emprisonnement et 16 francs à 200 franc d'amende.

Art. 5. Dans les mêmes cas, les cours ou tribunaux saisis du crime ou du délit pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant.

Art. 6. L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues et réprimées par la présente loi.

Art. 7. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 avril 1898.

FÉLIX FAURE.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,
V. MILLIARD.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie l'article 61 de la loi de finances du 26 décembre 1908.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 15 février 1909, N° 782 ;
Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;
Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté selon sa forme et teneur, l'article 61 de la loi de finances du 26 décembre 1908, relatif aux dépenses de transport et d'entretien des transportés et relégués.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par la Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire p. i.
CH. HOSTEIN.

LOI portant fixation du Budget Général des dépenses et des Recettes de l'exercice 1909.

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 61 Les dépenses de transport et d'entretien, en Nouvelle-Calédonie et en Guyane, des transportés et relégués de provenance d'Algérie et des colonies françaises, sont à la charge des budgets de ces pays.

Toutefois, pour l'exercice 1909, l'Algérie et les colonies françaises ne supporteront que la moitié de ces dépenses.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 26 décembre 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,
I. CAILLAUX.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie deux décrets du 20 février 1908 sur l'Administration des successions vacantes dans la Colonie.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 59 § 1^{er} du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la Colonie ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Intérieur ;
Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutés selon leur forme et teneur, les deux décrets en date du 20 février 1908 :

Le premier remplaçant l'article 25 du décret du 27 Janvier 1855 modifié par le décret du 2 Septembre 1904 sur l'Administration des successions vacantes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

Le deuxième portant application à toutes les colonies françaises du décret précité.

Art. 2. Le Chef du Service de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service de l'Intérieur p. i.,
EDM. BRAULT.

LE MINISTRE DES COLONIES à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des Colonies, le Commissaire général du Gouvernement au Congo français, l'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, les Sous-Intendants militaires des troupes coloniales à Cherbourg, Brest, Lorient, le Havre, Nantes, Rochefort, Bordeaux, Cette et Marseille, et les Chefs du Service colonial dans les ports de Nantes, le Havre, Bordeaux et Marseille.

(Ministère des Colonies. — Direction de la Comptabilité : — 3^e Bureau: Solde, Pensions, Secours, Administration des Services militaires. — Bureau militaire, 3^e Section. — Direction des Affaires politiques et administratives.)

Paris, le 10 avril 1908.

CIRCULAIRE. — Application du décret du 20 février 1908 remplaçant l'article 25 du décret du 27 janvier 1855 et l'article 1^{er} du décret du 2 septembre 1904 sur l'administration des successions vacantes dans les colonies.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation d'un rapport au Président de la République, suivi de deux décrets en date du

20 février dernier, le premier remplaçant l'article 25 du décret du 27 janvier 1855 modifié par l'article premier du décret du 2 septembre 1904 sur l'administration des successions vacantes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le second étendant les dispositions du premier à toutes les possessions françaises.

Afin de faciliter la mise en application du nouvel acte, il me paraît utile de vous indiquer ci-après les modifications essentielles apportées aux règles anciennes, en faisant ressortir les motifs de ces changements.

Le Service de l'intendance militaire des troupes coloniales a continué à gérer jusqu'à ce jour, en vertu de l'article 25 du décret du 27 janvier 1855, modifié par le décret du 2 septembre 1904, les successions des agents civils coloniaux et locaux au même titre que celles du personnel militaire.

Conformément à l'avis émis par les diverses autorités locales, j'ai pensé qu'il convenait d'enlever aux fonctionnaires de l'Intendance la gestion des successions des employés civils et d'amender à cet effet le texte précité.

La nouvelle rédaction de celui-ci comprend quatre paragraphes.

Le premier reproduit littéralement l'ancien texte, les dispositions qu'il a pour objet de régler intéressant le personnel du Département de la Marine décédé outre-mer.

Le deuxième paragraphe est destiné à préciser les attributions du directeur de l'Intendance, dont l'intervention ne sera dorénavant requise que pour les successions du personnel militaire. Il y a lieu de comprendre dans cette catégorie les successions des fonctionnaires de l'Inspection des Colonies, des surveillants militaires, ainsi que celles des agents civils du Commissariat et autres employés des formations et services militaires, même lorsqu'ils sont placés hors cadres.

Les dispositions prises en 1904 relativement au transfert des fonds à la Caisse des dépôts et consignations, ne sont l'objet d'aucun changement.

Le troisième paragraphe stipule que l'administration des successions du personnel proprement dit est confiée à un fonctionnaire civil dont la désignation dans chaque colonie est laissée au choix du gouverneur. Cette modification constitue la réforme capitale édictée par la nouvelle réglementation. Les gouverneurs généraux et gouverneurs devront apporter le plus grand soin dans la désignation du fonctionnaire chargé dans chaque localité, d'administrer les successions de l'ordre civil suivant les règles adoptées jusqu'à ce jour pour l'ensemble des successions du personnel colonial qui ne sont en rien modifiées.

Les successions visées aux paragraphes 2 et 3 doivent, comme précédemment, être administrées suivant les formes et les règles spéciales déterminées par les lois et règlements propres au Département de la Marine modifiées, complétées ou remplacées depuis la loi du 7 juillet 1900, par les lois et règlements particuliers au Département des Colonies.

La surveillance de l'autorité administrative supérieure civile devra s'exercer rigoureusement sur tous les faits de la gestion du fonctionnaire liquidateur.

Dans un quatrième paragraphe il a paru opportun d'indiquer que les dispositions des trois premiers n'ont pas d'application si le décédé appartenant au personnel colonial avait transporté son domicile dans la colonie. La succession, en ce cas est remise au curateur.

Pour expliquer cette disposition, il convient de rappeler qu'aux termes de la législation actuelle les successions vacantes des militaires et des fonctionnaires civils décédés aux Colonies sont

appréhendées par l'autorité administrative qui procède à une liquidation provisoire et envoie les fonds en France à la Caisse des dépôts et consignations alors que les autres successions vacantes sont, au contraire, confiées à la curatelle aux biens vacants et que la liquidation en est tout entière effectuée sur place.

En effet si, comme l'a fait ressortir la circulaire du 18 juillet 1901, il n'y a pas lieu d'admettre de distinction entre les fonctionnaires qu'ils soient métropolitains ou coloniaux, il y a lieu par contre de distinguer si les intéressés ont leur domicile légal hors de leur colonie de service ou dans cette possession.

Dans le premier cas, l'autorité administrative est nécessairement compétente et doit intervenir au lieu et place des héritiers absents.

Dans le second cas, aucune raison n'existe de traiter différemment les fonctionnaires et les colons et de ne pas leur appliquer les règles du droit commun, c'est-à-dire les articles 104, 106 et 110 du Code civil et 59 du Code de procédure civile.

Je vous prie de prescrire des mesures en vue de la mise en vigueur des textes qui font l'objet de la présente circulaire; ils devront être promulgués d'urgence et leurs dispositions devront être insérées aux documents officiels et administratifs des diverses Colonies.

MILLIÈS-LACROIX.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, suivi de deux décrets : 1° remplaçant l'article 25 du décret du 27 janvier 1855 modifié par le décret du 2 septembre 1904 sur l'administration des successions vacantes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion; 2° portant application à toutes les Colonies françaises dudit décret.

(20 février 1908.)

(Ministère des Colonies. — Direction de la Comptabilité; — 3^e Bureau : Solde, Pensions Secours, Administration des Services militaires. — Ministère des Finances.)

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, — Le Service de l'Intendance militaire des troupes coloniales chargé de l'administration et de la liquidation des successions des militaires décédés aux Colonies a jusqu'à présent continué à gérer les successions des fonctionnaires et agents civils des Services coloniaux et locaux ainsi que le faisait autrefois le Corps du Commissariat en vertu du décret du 27 janvier 1855, modifié par les décrets du 2 septembre 1904.

Cependant à plusieurs reprises les diverses autorités militaires coloniales ont exprimé l'opinion qu'il convenait de décharger de ce soin l'Intendance des troupes coloniales. Cette mesure paraît pleinement justifiée par la nouvelle situation de ce corps qui, à la suite de ces transformations successives, a subi de profondes modifications tant dans son recrutement que dans son organisation. Les attributions d'ordre essentiellement militaire dévolues aujourd'hui à l'Intendance coloniale semblent, en effet, exclure toute ingérence de sa part dans l'application des règlements relatifs aux fonctionnaires civils. L'Administration des Colonies a donc dû se préoccuper d'établir pour l'ensemble des personnels coloniaux et locaux en service outre-mer une nouvelle réglementation susceptible d'assurer la liquidation des successions coloniales conformément aux principes généraux admis jusqu'à ce jour.

On arriverait à ce résultat en confiant dans chaque colonie le soin de liquider gratuitement ces successions à un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

Tel est l'objet des deux projets de décrets ci-joints dont l'un modifie l'article 25 du décret du 27 janvier 1855 modifié le 2 septembre 1904 sur l'administration des successions vacantes à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion et dont l'autre

rend le précédent applicable à toutes les Colonies françaises.

Nous avons l'honneur de soumettre ces deux décrets à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des Colonies,
MILLIÈS-LACROIX.

Le Ministre des Finances,
J. CAILLAUX.

DÉCRET remplaçant l'article 25 du décret du 27 janvier 1855 modifié par le décret du 2 septembre 1904 sur l'administration des successions vacantes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

(20 février 1908.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances;

Vu l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 27 janvier 1855, sur l'administration des successions vacantes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

Vu le décret du 2 septembre 1904, portant modification du décret du 27 janvier 1855 précité;

Vu le décret du 21 juin 1906, sur l'administration des troupes coloniales;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. L'article 25 du décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des successions vacantes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, modifié par le décret du 3 septembre 1904, est remplacé par la disposition suivante :

Art. 25. Si le décédé est un fonctionnaire ou un agent civil ou militaire du Département de la Marine, toute personne chez laquelle le décès a eu lieu, tout Directeur d'hôpital doivent transmettre les avis, renseignements et déclarations mentionnés en l'article 22 à l'officier de l'état civil et à l'officier d'administration de la Marine chargé des revues, lequel procède à l'apposition des scellés et administre la succession suivant les formes et règles spéciales déterminées par les lois et règlements de la Marine.

Si le décédé est un militaire ou un fonctionnaire militaire ne dépendant pas du Département de la Marine, un agent civil du Commissariat ou du corps des comptables des matières des Colonies, le directeur de l'Intendance militaire des troupes coloniales ou son délégué, exerce les attributions conférées par le paragraphe précédent à l'officier d'administration de la Marine chargé des revues, les sommes provenant de la succession sont provisoirement encaissées au Trésor à un compte spécial et transférées à la Caisse des dépôts et consignations dans les conditions prévues par des instructions concertées entre le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances.

Les règles indiquées au paragraphe ci-dessus s'appliquent si le décédé est un fonctionnaire ou agent civil autre que ceux énumérés aux paragraphes précédents, rétribué sur les fonds du budget colonial, des budgets locaux des Colonies ou des budgets annexes. Dans ce cas, les attributions conférées au directeur de l'Intendance militaire des troupes coloniales sont dévolues à un fonctionnaire désigné par le chef de la colonie.

Les dispositions des deux paragraphes précédents ne sont pas applicables si le décédé appartenant à une des catégories de per-

sonnel qui y sont visées, a son domicile dans la colonie. La succession est dans ce cas remise au curateur.

Art. 2. Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Ministère des Colonies*.

Fait à Paris, le 20 février 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
MILLIÈS-LACROIX.

Le Ministre des Finances,
J. CAILLAUX

DÉCRET portant application à toutes les Colonies françaises dudit décret.

(Du 20 février 1908.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 27 janvier 1855, portant règlement d'administration publique sur l'administration des successions et biens vacants à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion;

Vu les décrets des 19 décembre 1857, 22 novembre 1861, 6 février et 31 juillet 1867, rendant applicable à la Guyane française, au Sénégal, aux Iles Mayotte et Nossi-Bé et aux Etablissements français de l'Océanie, le décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des successions vacantes;

Vu le décret du 14 mars 1890, portant :

1^o Application à toutes les Colonies françaises du décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des successions et biens vacants;

2^o Modification des articles 1, 18, 19, 26, 44 et 46 dudit décret;

Vu le décret du 31 décembre 1892, concernant l'organisation du Service administratif de la Marine dans les Colonies;

Vu le décret du 2 septembre 1904, portant modification du décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des successions vacantes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

Vu le décret de même date portant application à toutes les Colonies françaises du décret précédent du 3 septembre 1904, complétant l'article 25 du décret du 27 janvier 1855, susvisé;

Vu le décret du 21 juin 1906 sur l'administration des troupes coloniales;

Vu le décret de ce jour, remplaçant l'article 25 du décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des successions vacantes dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion modifié par le décret du 2 septembre 1904;

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les dispositions du décret de ce jour, « remplaçant l'article 25 du décret du 27 janvier 1855 modifié par le décret du 2 septembre 1904 », sont rendues applicables à toutes les Colonies françaises,

Art. 2. Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 3. Le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Ministère des Colonies*.

Fait à Paris, le 20 février 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

MILLIÈS-LACROIX.

Le Ministre des Finances,

J. CAILLAUX.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 31 décembre 1908 rétablissant le Tribunal de Commerce de Papeete.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 16 janvier 1909, N° 1 ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er} Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté selon sa forme et sa teneur, le décret du 31 décembre 1908. rétablissant le Tribunal de Commerce de Papeete.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire p. i.,

CH. HOSTEIN.

RAPPORT au Président de la République Française.

Paris, le 31 décembre 1908.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, — La Chambre de commerce de Papeete (Tahiti), a demandé le rétablissement du Tribunal de commerce de cette ville, supprimé par décret en date du 23 Janvier 1892.

Les motifs qui avait été invoqués à cette époque pour justifier la suppression n'existant plus à l'heure actuelle, j'estime qu'il convient d'accueillir le vœu émis par la Chambre de commerce de Papeete, que l'administration locale appuie du reste d'un avis favorable.

J'ai, en conséquence, préparé le projet de décret ci-joint que, d'accord avec M. le garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies,

MILLIÈS-LACROIX.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets des 18 août 1868, 1^{er} juillet 1880 et 9 juillet 1890

portant organisation et réorganisation de la Justice dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 23 janvier 1892 portant suppression du Tribunal de commerce de Papeete,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le Tribunal de commerce de Papeete est rétabli. Il est composé :

Du Juge-Président du Tribunal de première instance, *Président* ;

De deux assesseurs.

Les assesseurs sont au nombre de six, dont trois titulaires et trois suppléants. Ils sont nommés pour deux ans par le Gouverneur, en Conseil privé, sur une liste de douze candidats élu par tous les commerçants français jouissant de leurs droits civils et politiques, soumis depuis un an au moins à la patente dans les Etablissements français de l'Océanie par eux-mêmes ou par la Société qu'ils représentent.

En outre des conditions exigées des électeurs, les assesseurs doivent être âgés de vingt-cinq ans au moins.

Nul ne pourra être réélu assesseur titulaire que deux ans après l'expiration de son mandat. L'assesseur suppléant pourra toujours être réélu immédiatement assesseur titulaire.

Art. 2. Les incompatibilités ou empêchements résultant pour les juges des causes de parenté ou d'alliance sont applicables aux assesseurs, soit entre eux et le Juge-Président du Tribunal de première instance de Papeete, soit entre eux et les parties.

Nul ne pourra être assesseur dans la même affaire où il aura été interprète ou expert.

Art. 3. Une délibération du Tribunal Supérieur, prise en Chambre du Conseil, déterminera l'ordre de service des assesseurs.

Art. 4. Le Gouverneur fixera par un arrêté le mode de votation tant à Tahiti que dans les archipels ; les élections devront avoir lieu tous les deux ans au mois de juillet, de façon à ce que les assesseurs entrent en fonctions au commencement de l'année judiciaire fixée à Tahiti au 1^{er} septembre.

Art. 5. Le Tribunal de commerce de Papeete connaît : 1^o en premier et en dernier ressort, de toutes les affaires attribuées aux tribunaux de commerce par les lois en vigueur, jusqu'à concurrence de 250 francs ; 2^o en premier ressort seulement, de toutes les affaires commerciales qui excèdent 250 francs.

Mesures transitoires.

Art. 6. Deux mois après la promulgation du présent décret, les élections auront lieu sur convocation du Gouverneur. Le mandat des assesseurs qui seront nommés à la suite de ces élections n'expirera que le 1^{er} septembre 1911.

Art. 7. Le Ministre des Colonies et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux Officiels* de la Métropole et des Etablissements français de l'Océanie et inséré au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin Officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 31 décembre 1908.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux, Ministre

Le Ministre des Colonies,

de la Justice et des Cultes,

MILLIÈS-LACROIX.

A. BRIAND.

ARRÊTÉ approuvant le Budget de la Commune de Papeete pour l'année 1909.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu le décret du 8 mars 1879 rendu applicable à la commune qui a pour chef-lieu Papeete, par le décret du 20 mai 1890 ;

Vu le décret de même date rendant applicables aux Etablissements français de l'Océanie diverses dispositions de la loi du 5 avril 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil municipal de la commune ayant pour chef-lieu Papeete, en date des 10 et 15 mars 1909 ;

Sur le rapport du Chef du Service de l'Intérieur ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le budget de la Commune ayant Papeete pour chef-lieu est réglé ainsi qu'il suit pour l'exercice 1909 :

BUDGET DES RECETTES

Chapitre 1^{er}. — Recettes ordinaires.

1. — Octroi de mer.....	32.000 »
2. — Droits de consommation sur les spiritueux de fabrication locale.....	3.915 »
3. — Subvention complémentaire (Patentes, licences, abonnements, etc.).....	25.885 »
Total du chapitre 1 ^{er}	61.800 »

Chapitre 2 — Taxes municipales.

1. — Taxe sur la propriété bâtie urbaine.....	1.800 »
2. — Prestation urbaine.....	12.000 »
3. — Concessions d'eau.....	18.000 »
4. — Droits d'aiguade.....	5.500 »
5. — Droit d'étal au marché.....	5.000 »
6. — Taxe sur les chiens.....	1.500 »
7. — Actes de l'état civil et légalisations.....	100 »
8. — Concessions au cimetière et droits de fosse.....	750 »
9. { Baux d'immeubles municipaux .. 1.370 » et de matériel Decauville 200 » location du matériel des fêtes 20 » }	1.590 »
10. — Recettes diverses (non classées).....	4.000 »
Total du chapitre 2.....	50.240 »

Chapitre 3. — Recettes extraordinaires.

1. — Produits des emprunts.....	Mémoire
2. — Taxes ordinaires et temporaires.....	»
3. — Dons et legs.....	»
4. — Aliénations de biens immobiliers.....	»
5. — Recettes accidentelles (ventes mobilières, rachats de rentes, créances exigibles, etc.).....	»
Total du chapitre 3.....	»

RÉCAPITULATION.

CHAPITRE 1 ^{er} . — Recettes générales....	61.800 »
CHAPITRE 2. — Taxes municipalss.....	50.240 »
CHAPITRE 3. — Recettes extraordinaires..	Mémoire
Total	112.040 »

BUDGET DES DÉPENSES

Chapitre 1^{er}. — Dettes exigibles.

7 ^e annuité de l'emprunt de 1902.....	18.958 33
Total du chapitre 1 ^{er}	18.958 33

Chapitre 2. — Personnel.

1. — Bureau.....	8.100 »
2. — Voirie.....	7.800 »
3. — Frais de perception.....	5.400 »
4. — Médecin municipal et inspecteur des marchés.....	3.000 »
5. — Bibliothécaire.....	2.400 »
6. — Gardiennage du cimetière.....	1.200 »
Total du chapitre 2.....	27.900 »

Chapitre 3. — Matériel.

1. — Mobilier des Services municipaux.....	300 »
2. — Fournitures de bureaux, livres, abonnements, imprimés, etc.....	1.575 »
3. — Dépenses de matériel (appareils d'incendie, fêtes, horloge, etc.).....	1.350 »
Total du chapitre 3.....	3.225 »

Chapitre 4. — Travaux et voirie.

1. — Bâtimens municipaux.....	2.250 »
2. — Voirie municipale (rues, places, routes, ponts, etc.).....	10.650 »
3. — Conduites d'eau et fontaines.....	1.000 »
4. — Balayage, éclairage et vidanges.....	17.300 »
5. — Matériel des travaux.....	300 »
6. — Dépenses non classées.....	50 »
Total du chapitre 4.....	31.550 »

Chapitre 5. — Subventions et secours.

1. — Part contributive de la commune pour la police....	9.025 »
2. — — — — — pour l'instruction publique.....	6.000 »
3. — Subvention au culte catholique.....	2.900 »
— — — — — protestant.....	900 »
4. — Frais d'hospitalisation (personnel, indigents, etc.)...	1.600 »
5. — Secours.....	1.500 »
6. — Subventions diverses (société musicale, etc.).....	1.200 »
Total du chapitre 5.....	23.125 »

Chapitre 6. — Dépenses diverses.

1. — Fête nationale.....	3.000 »
2. — Frais personnel du Maire.....	3.000 »
3. — Achat de sérum.....	Mémoire
4. — Dégrevements et remboursements.....	100 »
5. — Frais de poursuites.....	250 »
Total du chapitre 6.....	6.350 »

Chapitre 7. — Dépenses imprévues.

Unique. — Dépenses accidentelles et imprévues (acquisitions immobilières, frais de recensement, réceptions officielles, etc.).....	931 67
Total du chapitre 7.....	931 67

RÉCAPITULATION.

Chapitre 1 ^{er} . — Dettes exigibles.....	18.958 33
— 2. — Personnel.....	27.900 »
— 3. — Matériel.....	3.225 »
— 4. — Travaux et voirie.....	31.550 »
— 5. — Subventions et secours.....	23.125 »
— 6. — Dépenses diverses.....	6.350 »
— 7. — Dépenses imprévues.....	931 67
Total.....	112.040 »

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

RECETTES.....	112.040 »
DÉPENSES.....	112.040 »

Art. 2. Le Chef du Service de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service de l'Intérieur p. i.,
EDM. BRAULT.

ARRÊTÉ approuvant le tarif des taxes municipales pour l'année 1909.

(Du 3 avril 1907.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 8 mars 1879, rendu applicable à la commune qui a pour chef-lieu Papeete, par le décret du 20 mai 1890 ;

Vu, en particulier, les articles 40 § 2 et 41 du décret sus-visé du 8 mars 1879 ;

Vu le décret de même date rendant applicables aux Etablissements français de l'Océanie diverses dispositions de la loi municipale du 5 avril 1884 ;

Vu les délibérations du Conseil municipal de la commune ayant Papeete pour chef-lieu, en date des 10 et 15 mars 1909 ;

Sur le rapport du Chef du Service de l'Intérieur ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est approuvé le tarif des taxes municipales pour l'année 1909, lequel est ainsi fixé :

1^o *Prestation urbaine* (Arrêtés des 11 octobre 1878, 16 février 1881, 11 mars 1905 approuvant la délibération du Conseil Municipal du 28 février 1905).

2^o Droit d'étal au marché.

Est perçu conformément au tarif voté par le Conseil municipal dans ses séances des 12 février 1891, 7 janvier 1903, 1^{er} décembre 1908 et 15 mars 1909 — Arrêté municipal du 24 avril 1903.

3^o Concessions d'eau.

Les concessions d'eau sont réglementées par l'arrêté local du 8 janvier 1881.

4^o Taxe sur les chiens.

Est perçue conformément aux dispositions du décret du 16 juin 1892 et de l'arrêté local du 23 décembre 1904.

5^o Expéditions d'actes de l'état civil et légalisations.

La perception en est faite au profit de la commune conformément aux arrêtés locaux des 24 avril 1871 et 17 mars 1873 à la délibération du Conseil municipal en date du 15 mars 1909.

6^o Concessions dans le cimetière.

Les concessions de terrains dans le cimetière sont de trois catégories :

1 ^o Concessions perpétuelles.....	50 fr. le mètre carré.
2 ^o ————— trentenaires.....	20 —
3 ^o ————— temporaires.....	10 —

Séance du Conseil municipal du 19 novembre 1891, et arrêté du Maire du 10 décembre 1891.

7^o Droits de fosse.

Ce droit est fixé à 15 fr., par délibération du Conseil municipal en date du 18 décembre 1890.

8^o Location du matériel Decauville.

Délibération du Conseil Municipal du 11 janvier 1897 et 15 mars 1909.

9^o Location du matériel des Fêtes.

Délibération du Conseil Municipal du 7 janvier 1903.

Art. 2. Les dispositions des arrêtés en vigueur pour les diverses perceptions sont maintenues en tout ce qui n'est pas contraire au présent tarif.

Art. 3. Le Chef du Service de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service de l'Intérieur p. i.,
EDM. BRAULT.

ARRÊTÉ rendant exécutoire l'arrêt du Tribunal criminel des 18-19 septembre 1908 condamnant le nommé Tau a Ite à cinq années de travaux forcés.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'arrêt du Tribunal Supérieur de Papeete, constitué en Tribunal Criminel des 18-19 septembre 1908, qui condamne le nommé Tau a Ite à cinq années de travaux forcés et cinq années d'interdiction de séjour pour vols qualifiés par application des articles 379, 384, 386, 393, 395, 396 et 397 du Code Pénal ;

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation en date du 17 décembre 1908 rejetant le pourvoi formé par Tau a Ite ;

Considérant qu'il ne résulte ni de l'application de la peine, ni des faits dont Tau a Ite s'est rendu coupable, aucune circonstance qui soit de nature à faire solliciter pour lui la clémence du Chef de l'Etat ;

Vu l'article 45, § 1^{er}, du décret du 28 décembre 1885 sur le gouvernement de la colonie ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. L'arrêt rendu par le Tribunal Criminel de Papeete les 18-19 septembre 1908 condamnant le nommé Tau a Ite à cinq années de travaux forcés et cinq années d'interdiction de séjour pour vols qualifiés, sera exécuté selon sa forme et sa teneur.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur ;

Le Chef du Service Judiciaire p. i.,
CH. HOSTEIN.

ARRÊTÉ rendant exécutoire l'arrêt du Tribunal criminel du 23 février 1909, condamnant le nommé Lizy Savarimoutou à deux années d'emprisonnement.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'arrêt du Tribunal Supérieur de Papeete, constitué en Tribunal Criminel, rendus les 22-23 février 1909 qui condamne le nommé Lizy Savarimoutou à deux années d'emprisonnement pour attentat à la pudeur, par application des l'articles 331, 463, § 6, et 401 du Code Pénal ;

Considérant qu'il ne résulte ni de l'application de la peine, ni des faits dont Lizy Savarimoutou s'est rendu coupable, aucune circonstance qui soit de nature à faire solliciter pour lui la clémence du Chef de l'Etat ;

Vu l'article 45, paragraphe 1^{er}, du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la Colonie ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. L'arrêt rendu par le Tribunal Criminel de Papeete le 23 février 1909, condamnant le nommé Lizy Savarimoutou à deux années d'emprisonnement pour attentat à la pudeur, sera exécuté selon sa forme et sa teneur.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré, partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire p. i.,

CH. HOSTEIN.

ARRÊTÉ autorisant la Compagnie française des phosphates de l'Océanie à occuper une partie du rivage de l'île Makatea.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu la demande formulée par le Directeur de la Compagnie française des phosphates de l'Océanie par lettre du 18 décembre 1908 ;

Vu comme raison écrite l'arrêté ministériel des Travaux publics et des Finances du 3 août 1878 ;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 2 avril 1909 ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. La Compagnie française des phosphates de l'Océanie est autorisée à occuper le rivage maritime de l'île Makatea au lieu dit *Temao* sur une longueur de 1,300 mètres et au lieu dit *Maumu* sur 1,200 mètres, dont 350 mètres au Sud de la passe actuelle tel qu'il est figuré au plan annexé ainsi que les

dépendances de ces parties de rivage sur une distance de 200 mètres à compter du bord extérieur du récif et vers la haute mer dans le but d'y effectuer des travaux d'aménagement et d'y établir une partie des installations nécessaires à l'exploitation de ses gisements de phosphates dans cette île.

Toutefois les passes actuelles de *Temao* et de *Maumu* devront rester toujours libres ainsi que le rivage maritime sur une largeur de 20 mètres de chaque côté de la passe. La Compagnie française des phosphates de l'Océanie pourra cependant après entente préalable avec l'Administration, installer sur ces parties du rivage des voies ferrées ou aériennes ou y fixer des ancrages à la condition toutefois de ne pas interrompre la circulation.

La réserve ci-dessus ayant pour résultat de constituer une solution de continuité dans la concession qui est accordée à la Compagnie française des phosphates de l'Océanie, le principe est dès maintenant admis du transport de la zone réservée par l'Administration en un point du rivage maritime qui sera déterminé d'un commun accord.

Ce transport serait fait le cas échéant sur la demande de la Compagnie française des phosphates de l'Océanie et le creusement d'une passe dans les mêmes conditions que celle actuelle serait exécuté par elle et à ses frais.

Art. 2. Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité pour des motifs d'intérêt public à la volonté de l'Administration locale : elle pourrait être retirée si la Compagnie ne justifiait pas dans le délai d'un an de travaux dans l'île de Makatea témoignant de sa volonté d'exploiter.

Le concessionnaire ne pourra substituer un tiers aux droits et obligations résultant du présent arrêté sans une autorisation spéciale de l'Administration.

Art. 3. Cette autorisation ne privera pas les particuliers du droit commun de pêche ni du droit de pratiquer le rivage maritime comme moyen de communication pour les piétons et d'y échouer des embarcations.

Art. 4. Les navires de l'État et du Service Local auront le droit d'utiliser gratuitement et à leurs risques et périls les ouvrages d'accostage de la Compagnie française des phosphates de l'Océanie établis sur le rivage maritime et ses dépendances quand ces ouvrages seront libres et après entente avec la Compagnie.

Art. 5. La Compagnie française des phosphates de l'Océanie versera à la caisse du Receveur des Domaines à Papeete une redevance annuelle d'un franc par mètre de longueur de plage concédé en deux versements semestriels et d'avance.

Cette redevance commencera à courir à compter de la notification du présent arrêté et sera révisée au plus tard tous les cinq ans.

Art. 6. Le Chef du Service des Domaines et l'Administrateur des Tuamotu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, publié et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ ouvrant au Budget Local, exercice 1908, divers crédits supplémentaires et d'ordre s'élevant ensemble à la somme de 176,200 francs.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 295 du règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité publique ; ensemble l'article 49 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'insuffisance des crédits ouverts à certains chapitres du budget de l'exercice 1908 ;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 2 avril 1909 ;

Sur le rapport du Chef du Service de l'Intérieur ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au Budget local, exercice 1908, divers crédits supplémentaires et d'ordres s'élevant ensemble à la somme de cent soixante-seize mille deux cents francs, se décomposant ainsi qu'il suit :

Chapitre 3. — Service de police et de surveillance.

Article 3. — Prisons.

§ Frais de maladie des détenus et achats de médicaments..... 1.200 »

Article 4. — Dépenses des exercices clos..... 6.000 »

Total du chapitre 3..... 7.200 »

Chapitre 9. — Services financiers.

Article 1^{er}. — Solde et remises au Trésorier-Payeur, etc.

§ Remises à divers comptables..... 3.000 »

§ Frais de poursuites pour le recouvrement de l'impôt..... 6.000 »

Total du chapitre 9..... 9.000 »

Chapitre 12. — Travaux publics.

Art. 2. — Travaux divers : § inscrit au Plan de campagne sous la rubrique « Prestations rurales et main-d'œuvre provenant de contribuables insolubles »..... 55.000 »

Chapitre 13. — Dépenses d'ordre.

Article 2. — § Non-valeurs et dégrèvements..... 35.000 »

Article 3. — § Avances aux agents spéciaux..... 70.000 »

Total du chapitre 13..... 105.000 »

Art. 2. Il sera pourvu à ces divers crédits au moyen des ressources de l'exercice 1908.

Art. 3. Le Chef du Service de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service de l'Intérieur p. i.,

EDM. BRAULT.

ARRÊTÉ ouvrant au budget local, exercice 1909, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 19,000 fr.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 295 du règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité publique ; ensemble l'article 49 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'inscription pour « mémoire » de certains paragraphes du Chapitre 11, Dépenses diverses. — Art. 4, Dépenses non classées, qu'il convient de pourvoir de crédits supplémentaires ;

Vu, d'autre part, l'insuffisance du crédit budgétaire inscrit pour « Célébration de la Fête nationale du 14 juillet 1909 » ;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 2 avril 1909 ;

Sur le rapport du Chef du Service de l'Intérieur ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au budget local, exercice 1909, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de dix-neuf mille francs, se décomposant ainsi qu'il suit :

CHAPITRE 11. — DÉPENSES DIVERSES.

Article 4. — Dépenses non classées.

§ Exposition de produits agricoles et animaux vivants... 14.000 »

§ Participation de la colonie à l'érection du monument de Bougainville..... 2.000 »

§ Célébration de la Fête nationale..... 3.000 »

Total du Chapitre 11..... 19.000 »

Art. 2. Il sera pourvu à ces divers crédits au moyen des ressources de l'exercice en cours.

Art. 3. Le Chef du Service de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service de l'Intérieur p. i.,

EDM. BRAULT.

ARRÊTÉ ouvrant au Budget local, Exercice 1909, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 22,910 francs.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 295 du règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité publique ; ensemble l'article 49 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'insuffisance des crédits ouverts à certains chapitres du Budget de l'exercice 1909 ;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 2 avril 1909 ;

Sur le rapport du Chef du Service de l'Intérieur ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au Budget local, Exercice 1909, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de vingt-deux mille neuf cent dix francs, se décomposant ainsi qu'il suit :

Chapitre 4. — Assistance publique. Pensions et Service sanitaire.

Article 1^{er}. — Aliénés et Assistance publique.

§ Indemnité à un gardien de l'asile des aliénés..... 1.350 »

Chapitre 6. — Ports et rades.**Article 1^{er}. — Port.**

§ Canotiers.....	1.500 »
------------------	---------

Chapitre 9. — Services financiers.

Art. 1 ^{er} . — Inspection mobile.....	5.000 »
---	---------

Article 2. — Solde et remises au Trésorier-Payeur, remises à divers comptables.....	360 »
---	-------

Total du chapitre 9..... 5.360 »

Chapitre 11. — Dépenses diverses.**Art. 4. — Dépenses non classées.**

§ Souscription de la Colonie en faveur des victimes du tremblement de terre d'Italie.....	1.000 »
§ Subvention à l'exposition universelle et internationale de Bruxelles de 1910.....	Mémoire

Total du chapitre 11..... 1.000 »

Chapitre 12. — Travaux publics.**Article 2.**

§ Travaux divers.....	13.700 »
-----------------------	----------

Art. 2. Il sera pourvu à ces divers crédits au moyen des ressources de l'exercice en cours.

Art. 3. Le Chef du Service de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service de l'Intérieur p. i.,

EDM. BRAULT.

ARRÊTÉ fixant le tarif des prélèvements à effectuer au profit de la Commune de Papeete sur diverses taxes.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu l'article 61 du décret du 8 Mars 1879 rendu applicable à la Commune de Papeete par le décret du 20 Mai 1890;

Vu les prévisions inscrites au budget du Service local pour l'exercice 1909;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Art. 1^{er}. Il sera opéré, pour l'exercice 1909, au profit de la Commune de Papeete, un prélèvement de un cinquième sur le produit des licences et patentes délivrées pour l'intérieur de la dite commune ainsi que sur les droits de consommation des rhums et alcools de fabrication locale perçus à Papeete.

Art. 2. Il sera également opéré, au profit de la dite commune, un prélèvement d'un dixième sur le produit de l'impôt sur la propriété bâtie perçu sur les propriétés se trouvant dans l'intérieur de la commune.

Art. 3. La liquidation et le mandatement de la portion de ces taxes revenant au budget municipal seront établis mensuellement déduction faite d'un dixième pour frais de perception.

Art. 4. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles supplémentaires des patentes, impôt personnel, prestation rurale et taxe sur les chiens des perceptions de Borabora, Raiatea, Huahine, Tubuai et Tuamotu pour le 3^e trimestre 1908 et l'annexe au rôle supplémentaire du 4^e trimestre 1908 de la perception de Taravao.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1907 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir en 1908;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires des patentes, de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe sur les chiens des perceptions de Borabora, Raiatea et Huahine, Tubuai et les Tuamotu pour le 3^e trimestre 1908, et l'annexe au rôle supplémentaire du 4^e trimestre 1908 de la perception de Taravao, s'élevant ensemble à la somme de deux mille huit cent quarante-sept francs cinquante-neuf centimes, savoir :

Perception de Borabora.

Patentes fixes.....	259 38
— proportionnelles.....	174 »
Formules de patentes.....	105 »
Frais d'avertissement.....	1 70
Impôt personnel..	252 »
Prestation rurale.....	441 »
Taxe sur les chiens.....	70 »
Frais d'avertissement.....	2 50

Total de la perception de Borabora... 1.305 58

Perception de Raiatea-Tahaa.

Patentes fixes.....	65 61
— proportionnelles.....	23 75
Formules de patentes.....	33 75
Frais d'avertissement.....	0 50

Total de la perception de Raiatea-Tahaa..... 123 61

Perception de Huahine.

Patentes fixes.....	12 50
— proportionnelles.....	8 33
Formules de patentes.....	3 75
Frais d'avertissements.....	0 10

Total de la perception de Huahine..... 24 68

Perception de Tubuai.

Impôt personnel.....	120 »
Prestations rurale.....	210 »
Frais d'avertissement.....	1 »

Total de la perception de Tubuai..... 331 »

Perception des Tuamotu.

Patentes fixes.....	294 69
— proportionnelles.....	96 56
Formules de patentes.....	142 50
Impôt personnel.....	132 »
Prestation rurale.....	231 »
Taxe sur les chiens.....	50 »
Frais d'avertissement.....	4 20

Total de la perception des Tuamotu..... 950 95

Perception de Taravao.

Patentes fixes.....	72 92
— proportionnelles.....	31 25
Formules de patentes.....	7 50
Frais d'avertissement.....	0 10
Total de la perception de Taravao...	111 77
Total général.....	2.847 59

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle principal de la prestation urbaine de la Commune de Papeete, pour l'année 1909.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 125 et 126 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant la commune de Papeete;

Vu les arrêtés des 11 octobre 1878 et 11 mars 1905 créant l'impôt de prestation urbaine;

Vu l'arrêté en date de ce jour, approuvant le tarif des taxes municipales pour l'année 1909;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est rendu exécutoire le rôle principal de la prestation urbaine de la Commune de Papeete pour l'année 1909 s'élevant à la somme de *vingt mille cent cinquante francs cinquante centimes*, savoir :

Prestation urbaine.....	20.055 »
Frais d'avertissement.....	95 50
Total	20.150 50

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete pour l'année 1909

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant la Commune de Papeete;

Vu l'arrêté de ce jour approuvant le tarif des taxes municipales à percevoir pour l'année 1909;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est rendu exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour l'année 1909, s'élevant à la somme de *mille huit cent trois francs quatre-vingt-dix centimes*.

Taxe sur les chiens.....	1.790 »
Frais d'avertissement.....	13 90
Total.....	1.803 90

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle principal des concessions d'eau de la commune de Papeete, pour l'année 1909.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 125 et 126 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1881 fixant les conditions d'abonnement aux eaux de la Ville de Papeete;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant la commune de Papeete;

Vu l'arrêté en date de ce jour approuvant le tarif des taxes municipales à percevoir pour l'année 1909;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est rendu exécutoire le rôle principal des concessions d'eau de la Commune de Papeete, pour l'année 1909, s'élevant à la somme de *vingt-quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix francs quatre-vingts centimes* savoir :

Concessions d'eau.....	24.465 20
Frais d'avertissement.....	25 60
Total.....	24.490 80

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles principaux de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe sur les chiens des perceptions de Taravao et Moorea, pour l'année 1909.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1908 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1909 ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles principaux de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe sur les chiens, des perceptions de Taravao et de Moorea pour l'année 1909, s'élevant ensemble à la somme de *vingt-quatre mille quatre cent vingt-deux francs, quatre-vingts centimes* savoir :

Perception de Taravao.

Taxe sur les chiens.....	4.670 ^f »
Frais d'avertissement.....	31 20
Total de la perception de Taravao.....	4.701 20

Perception de Moorea.

Impôt personnel.....	6.456 ^f »
Prestation rurale.....	11.298 »
Taxe sur les chiens.....	1.900 »
Frais d'avertissement.....	67 60
Total de la perception de Moorea.....	19.721 60
Total général.....	24.422 ^f 80

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles principaux de l'impôt personnel, la prestation rurale, la taxe sur les chiens et les patentes de la perception des Tuamotu, pour l'année 1909.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1908 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1909 ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles principaux de l'impôt personnel, de la prestation rurale, de la taxe sur les chiens et des patentes de la perception des Tuamotu, pour l'année 1909, s'élevant ensemble à la somme de *quarante-un mille huit cent trente-six francs quarante-deux centimes*, savoir :

Impôt personnel.....	12.792 »
Prestation rurale.....	22.386 »
Taxe sur les chiens.....	840 »
Patentes fixes.....	4.131 22
— proportionnelles.....	1.193 75
Formules de patentes.....	371 25
Frais d'avertissement.....	122 20
Total.....	41.836 ^f 42

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles principaux des patentes, de la taxe sur les chiens, de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe spéciale de séjour de la perception des îles Rurutu et Rimatara, pour l'année 1909.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1908 créant une taxe annuelle de séjour spéciale aux étrangers d'origine asiatique continentale ou africaine ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1908 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1909 ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles principaux des patentes, de la taxe sur les chiens, de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe spéciale de séjour, de la perception des îles Rurutu et Rimatara, pour l'année 1909, s'élevant à la somme de *onze mille sept cent vingt-sept francs quarante-huit centimes*, savoir :

Patentes fixes.....	1.142 28
— proportionnelles.....	262 50
Formules de patentes.....	60 »
Taxe sur les chiens.....	170 »
Impôt personnel.....	3.624 »
Prestation rurale.....	6.342 »
Taxe de séjour fixe.....	75 »
— supplémentaire.....	18 50
Frais d'avertissement.....	32 20
Total.....	11.727 ^f 48

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles principal et supplémentaire du 1^{er} trimestre de l'année 1909, des patentes, de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe sur les chiens de la perception de l'île Rapa, pour l'année 1909.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

8 avril 1909

111

Vu l'arrêté du 28 décembre 1908 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1909;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles principal et supplémentaire du 1^{er} trimestre de l'année 1909, des patentes, de l'impôt personnel, de la prestation rurale et de la taxe sur les chiens de la perception de l'île Rapa, pour l'année 1909, s'élevant ensemble à la somme de *mille soixante-trois francs quarante-sept centimes*, savoir :

Rôle principal 1909.

Patente fixe.....	75 »
— proportionnelle.....	37 50
Formules de patente.....	3 75
Impôt personnel.....	276 »
Prestation rurale.....	483 »
Taxe sur les chiens.....	10 »
Frais d'avertissement.....	2 50
	<hr/>
	887 75

Rôle supplémentaire du 1^{er} trimestre 1909.

Patente fixe.....	171 87
Formule de patente.....	3 75
Frais d'avertissement.....	0 10
	<hr/>
	175 72

Total général..... 1.063 47

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1908 et 1909.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25, § 2, du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu les articles 25 et 47 de l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 3 juin 1882 relatif aux réclamations en matière de contributions directes;

Vu l'état des cotes indûment imposées aux rôles mis en recouvrement pour les années 1908 et 1909;

Vu les demandes en décharge formulées par divers patentés ayant cessé d'exercer leur commerce ou industrie pendant le 2^e semestre 1908;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables et patentés sur les exercices 1908 et 1909, s'élevant ensemble à la somme de *mille sept cent vingt-quatre francs quarante-huit centimes*, savoir :

EXERCICE 1908.

Impôt personnel.....	552 »
Prestation rurale.....	273 »
Frais d'avertissement.....	4 60
Licences.....	187 50
Patentes fixes.....	400 81
— proportionnelles.....	137 17
	<hr/>
	1.555 08

EXERCICE 1909.

Impôt personnel et frais d'avertissement.....	169 40
Total général.....	<u>1.724^f 48</u>

Le présent arrêté et les états récapitulatifs seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ dégrevant d'impôts divers contribuables des perceptions de Papeete et de Taravao.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25, § 2, du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu le § 2 de l'article 43 de l'arrêté du 16 février 1881 sur les contributions directes;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 1882;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont dégrevés des impôts détaillés ci-après, s'élevant à une somme totale de *cinq cent seize francs soixante-sept centimes*, les contribuables dont les noms suivent inscrits sur les rôles de la perception de Papeete, savoir :

EXERCICE 1907.*Patentes*

Tchong Li Long n° 811.....	76 35
----------------------------	-------

EXERCICE 1908.*Patentes*

Tchong Li Long n° 811.....	76 35
Ed. Teissier.....	16 67

EXERCICE 1908.*Impôt personnel*

Le Chafotec.....	12 10
J. B. Bénétiau (avec frais de poursuite)	14 40
id.....	12 10
	<hr/>
	38 60

207 97

Impôt sur la propriété bâtie

Mme Yve Charbonnier.....	34 20
M. Fuldner.....	18 10
	<hr/>
	52 30

EXERCICE 1909.*Patentes*

Mme Bernière (fixe prop. et formule).....	61 25
Chuug-Muc-Sang n° 1188 (pat. prop.).....	82 50
Tchong Li Long n° 811 (fixe prop. et formule).....	76 35
	<hr/>
	220 10

Impôt personnel.

Le Chafotec.....	12 10
J. B. Bénétiau.....	12 10
Aumérat Auguste.....	12 10
	<hr/>
	36 30

36 30

Total général..... 516 67

Art. 2. Le Trésorier-payeur est, en conséquence, autorisé à

faire emploi dans ses écritures du montant des dégrèvements ainsi accordés s'élevant à la somme de..... 481 90
la différence devant être remboursée aux dénommés ci-après :

EXERCICE 1908.

Ed. Teissier.....	16 67
Fuldner, propriété bâtie.....	18 10
	34 77
Total égal.....	516 67

Art. 3. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS

ARRÊTÉ dégrevant d'impôts divers contribuables de la Commune de Papeete

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25 § 2 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la Colonie;

Vu le § 2 de l'article 43 de l'arrêté du 16 février 1881, sur les Contributions directes

Vu le décret du 20 mai 1890, instituant la commune de Papeete;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 1882;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er} Sont dégrevés de l'impôt de la prestation urbaine s'élevant à une somme totale de cent quarante sept francs soixante-dix centimes, les contribuables dont les noms suivent, inscrits sur les rôles de la Commune de Papeete, savoir :

EXERCICE 1907.

Pepe Ahoun.....	21 10
-----------------	-------

EXERCICE 1908.

Aumérat, Auguste.....	21 10
Rénateau, J.-B.....	42 90
Le Chafotec.....	21 10

EXERCICE 1909.

Aumérat, Auguste.....	21 10
Le Chafotec.....	21 10
Total.....	147 70

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ dégrevant des impôts de la prestation rurale et de la propriété bâtie divers contribuables des perceptions de Taravao et Moorea.

(Du 3 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu l'article 25 § 2 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la Colonie;

Vu le § 2 de l'article 43 de l'arrêté du 16 février 1881, sur les Contributions directes;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 1882;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont dégrevés des impôts détaillés ci-après, s'élevant ensemble à la somme de trente-un francs quatre-vingt-dix centimes, les contribuables dont les noms suivent inscrits sur les rôles des perceptions de Taravao et de Moorea.

EXERCICE 1908.

Perception de Taravao.

Thibaudet, prestation rurale.....	21 10
-----------------------------------	-------

Perception de Moorea

Société commerciale de l'Océanie, impôt sur la propriété bâtie.....	10 80
Total.....	31 90

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

DÉCISION investissant M. Hostein, Procureur de la République, Chef du service Judiciaire p. i., des différentes attributions réservées par le décret du 5 août 1881 au Président du Conseil du Contentieux administratif.

(Du 5 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu l'article 1^{er} du décret du 5 août 1881 sur l'organisation et la compétence du Conseil du Contentieux administratif, rendu applicable à toutes les colonies par le décret du 7 septembre de la même année;

Vu la décision du 5 janvier 1909 investissant M. Charlier, Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire, des attributions réservées par le décret du 5 août 1881 au Président du Conseil du Contentieux administratif;

Vu la décision du 11 mars 1909 accordant un congé administratif à M. Charlier. Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. La décision précitée du 5 janvier 1909 est rapportée.

Art. 2. M. Hostein, Procureur de la République, Chef du service Judiciaire p. i., est investi des différentes attributions réservées par le décret du 5 août 1881 au Président du Conseil du Contentieux administratif.

Art. 3. La présente décision sera communiquée pour exécution, enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 5 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

DÉCISION nommant les magistrats devant faire partie du Conseil du Contentieux administratif pour l'année 1909.

(Du 6 avril 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu l'article 1^{er} du décret du 5 août 1881 concernant l'organisation du Conseil du Contentieux administratif; ensemble le décret du 7 septembre 1881;

Vu la décision en date du 5 janvier 1909 nommant les magistrats devant faire partie du Conseil du Contentieux Administratif pour l'année 1909;

Vu les modifications survenues dans le personnel de la Justice; ensemble la décision en date du 5 avril courant; investissant M. Hostein, Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire p. i., des attributions réservées par le décret du 5 août 1881 au Président du Conseil du Contentieux Administratif;

Considérant qu'il y a lieu, par suite, de pourvoir à nouveau à la nomination des magistrats qui doivent être adjoints audit Conseil du Contentieux administratif, et de rapporter en partie la décision susvisée du 5 janvier 1909;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. La décision sus-visée du 5 janvier 1909, en ce qui concerne MM. Hostein et Thuret, est rapportée.

Art. 2. Sont désignés, en conséquence, pour faire partie du Conseil du Contentieux administratif pour l'année 1909 :

Membres titulaires :

MM. LEVANA, Président p. i. du Tribunal supérieur;
BASQUEL, Juge p. i. au Tribunal supérieur.

Membres suppléants :

MM. NINET, Juge-Président p. i. du Tribunal de 1^{re} instance de Papeete
LANGLUMÉ, Substitut du Procureur de la République.

Art. 3. Le Chef du service Judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 avril 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire p. i.

CH. HOSTEIN.

MUTATIONS, NOMINATIONS, MOUVEMENTS

Par décision du Gouverneur en date du 8 avril 1909 et sur le rapport de M. l'Inspecteur, Chef de mission, les mutations suivantes ont été faites dans le personnel du Service de l'Instruction publique pour compter du 1^{er} avril 1909 :

M^{me} Georjay, institutrice de 3^e classe, directrice de l'école publique de Mahina, a été élevée à la 2^e classe de son emploi;

M. Paitia a Tumataaroa, directeur de l'école publique de Haapiti, a été nommé instituteur-stagiaire de 1^{re} classe;

M. Lanteirès, instituteur-stagiaire de 2^e classe, directeur de l'école publique de Papenoo, a été élevé à la classe supérieure de son emploi.

Justice de paix de Moorea

Tiripuna faaehau parau no Moorea

Le Procureur de la République, Chef du service Judiciaire, informe le public que la prochaine audience de la Justice de paix de Papetoai (Moorea) aura lieu le samedi, 17 avril 1909, à 8 heures du matin.

Te faaite nei te Auaha ture o te Repupirita, Raatira no nia i te mau ohipa Haava raa, i te taata'toa, e ei te mahana maa, 17 no eperera 1909, i te hora 8 i te poipoi e tairuru ai te Tiripuna faaehau parau no Papetoai (Moorea).

PARTIE NON OFFICIELLE

COMMUNICATIONS DIVERSES

Palmarès de l'Alliance Française

(INSPECTION DE L'ANNÉE 1909.)

MAÎTRES

Médailles d'argent.

MM. GUITTON (Frère Allain), Directeur de l'Institution des Frères de Ploërmel, à Papeetè;

PIA (Gaston), Directeur de l'école publique de Tahaa (Iles-Sous-le-Vent).

Médailles de bronze.

M^{lle} E. BANZET, Directrice de l'école française-indigène de filles, à Papeete;

M^{me} PASSARD, Directrice de l'école publique de Paea;

MM. ANGOUSTURES, Directeur de l'école laïque centrale, à Papeete;

PAITIA A TUMATAAROA, Directeur de l'école publique d'Haapiti (Moorea).

NOTA. — Deux médailles de bronze supplémentaires seront demandées pour :

M^{me} BARNAY, en religion sœur Louise, Supérieure principale de l'école des Dames de St-Joseph de Cluny;

Et M. AHNNE, Directeur de l'école française-indigène de garçons, à Papeete.

L'Inspecteur de 1^{re} classe des colonies,
Délégué de l'Alliance Française,
FILLON.

Le Gouverneur des colonies,
Membre d'honneur
de l'Alliance Française,
JOSEPH FRANÇOIS.

ÉLÈVES

Médailles d'honneur.

ÉCOLES DE PAPEETE

Ecole laïque centrale. — M. Manua J. Tane.

M^{lle} Manua Tetutamaiti.

Ecole communale de garçons. — M. Laharrague (Adolphe).

— de filles. — M^{lle} Pepe a Terai.

Ecole des Frères. — MM. Millaud (Jules).

Céran (Jean).

Ecole des Sœurs. — M^{lles} Vernaudon (Charlotte),

Hostein (Yvonne).

Ecole française-indigène de filles. — MM^{lles} Brault (Claire).

Paheroo Hutia.

Ecole française-indigène de garçons. — MM. Marchal (Frédéric).

Temaeva (Auguste).

NOTA. — Des médailles d'honneur supplémentaires seront demandées en France pour :

M^{lles} Rose Vidal (Ecole des sœurs),

Martha Adams (Ecole française-indigène).

ÉCOLES DES DISTRICTS

OUEST

Faaa. — Ecole officielle. — M^{lle} Tetuaearo a Ahumata.Ecole des Sœurs. — M^{lle} Eugénie a Mai.

Paea. — Ecole officielle. — M. Francis Dexter.

Papara. — d^o — M^{lle} Faniupa Deane.Mataiea. — d^o — M^{lle} Elisa a Temarii.Papeari. — d^o — M. Tahiti Pau a Reid.

Taravao. — Ecole Viénot. — MM. Terii Nonoha.

Temaui (Charles).

EST

Arue. — Ecole officielle. — M^{lle} Caroline Cortine.Papenoo. — d^o — M^{lle} Tefanahe a Taraihu.Tiarei. — d^o — M^{lle} Maenu a Renvoyé.Mahaenaa. — d^o — M^{lle} Teahurai a Vaitu.Hitiaa. — d^o — M^{lle} Tanirai a Moe.

PRESQU'ILE

Ecole officielle de Tautira. — M^{lle} Joséphine Vahinetua Vehiatua.d^o de Vairao. — M^{lle} Taashitua a Rehia.d^o de Teahupoo. — M^{lle} Terai a Fanantahi.

MOOREA

Ecole officielle de Haapiti. — M^{lle} Pihataviri a Itiaa.d^o d Afareaitu. — M^{lle} Terahu Tehei.

NOTA. — Des médailles d'honneur supplémentaires seront demandées pour récompenser les élèves désignés ci-après :

Ecole de Punaauia. — M^{lle} Henriette Tatoa.d^o de Vairao. — M^{lle} Teaha a Manea.d^o d'Arue. — M. Teiva Tefaatau.d^o de Papenoo. — M^{lle} Ina a Tau.d^o d'Hitiaa. — M. Tetutamaiti a Aroita.d^o d'Haapiti. — M. Teahoroa a Tauatiti.

Papeete, le 7 avril 1909.

L'Inspecteur de 1^{re} classe des colonies,

Délégué de l'Alliance française,

FILLON.

Alliance Française.

L'Association Nationale de l'Alliance Française, reconnue d'utilité publique par décret du 23 octobre 1886, a pour but la propagation de la Langue Française dans nos Colonies et à l'Etranger sans esprit religieux ni politique.

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie, Membre d'Honneur de l'Alliance Française, et l'Inspecteur Chef de Mission, délégué de l'association, ont l'honneur de faire appel au concours de toutes les personnes désireuses de contribuer à faire mieux connaître et apprécier notre Langue Nationale par les indigènes dans toute la Colonie.

Si l'œuvre de propagation est assurée d'un concours suffisant, la création d'un Comité local sera demandée au Conseil d'Administration de l'Alliance Française.

Les adhésions seront reçues (directement ou par lettre) au Cabinet du Gouverneur, jusqu'au 24 avril inclus.

ADHÉSION.

Alliance Française.

Association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger

Reconnue d'utilité publique

Siège : 166, boulevard Saint-Germain, Paris

Je, soussigné
(profession ou qualité)
(adresse)

désire faire partie de l'Alliance Française et m'engage à payer une cotisation annuelle de

le francs (1) 190

(1) Minimum : 6 francs. — Une somme de 150 francs, versée en une fois, confère le titre de *Sociétaire perpétuel* et exonère de toute cotisation annuelle. Un versement de 500 francs donne droit au titre de *Membre fondateur*. Un versement de 1,000 francs confère celui de *Membre bienfaiteur*.

Les cotisations ne seront reçues qu'après la formation du Comité local qui sera placé sous la Présidence d'Honneur du Chef de la Colonie.

Amui raa Farani

Te Taiete rahi a te Hau no te Amui ra farani, o tei faaairo hia ei mea faufaa rahi no te taata'toa, mai te au i te faaue raa mana no te 23 no atopa 1886, ua faatupu hia ia ei haaparare raa i te Reo farani i to tatou mau fonua aihu'araa e i te mau Hau e e atoa ra, mai te haapao ore i te huru o te faaroo e i te huru faatere raa i roto i te Hau.

Te ani nei te Tavana rahi o te mau fenua farani i Oteania, no roto i taua Amui raa farani ra, e te Raatira rahi Hiopoa i tono hia mai nei, e auaha no taua Amui raa ra, te ani nei ia raa i te mau taata'toa i hinaaro i te tauturu mai, ia papu maitai roa te ite raa e te farii raa mai te taata maohi i nia i te fenua nei i to tatou reo farani.

Mai te mea e, e roaa mai te tauturu e au no te haaparare raa i taua ohipa ra, a ani hia ia i mua i te aro o te Apooraa faatere raa o te Amuiraa farani e ia faatia hia te hoe Tomite i nia i te Fenua nei no te reira.

Te feia'toa e farii mai (o te haere hua mai e aore ra o te na mai i te rata) e papai hia ia i te Piha toroa o te Tavana rahi mai teie nei e tae noa'tu i te 24 no eperera i mua nei.

HOHOA NO TE FARII RAA MAI

Amui raa farani

Taiete rahi i roto i te Hau no te haaparare raa i te reo farani i te mau fenua aihu'araa e i te mau Hau e e faaairo hia ei mea faufaa rahi no te taata'toa.

Noho raa tumu : 186, Aroa rahi St Germain Paris

O vau, tei papai i te ioa i raro nei

(te toroa e aore ra te tiaraa)

(te noho raa)

te hinaaro nei au i te faaó i roto i te Amui raa farani e te faatia nei au i te aufau i te moni i faataa hia i roto i te matahiti hoe e

farane (1).

Te no 190

(1) Te iti raa : e 6 farane — O tei aufau mai i te aufau raa hoe i na moni 180 farane e faaairo hia ia ona ei taata-taiete vai tamau e amuri noa'tu e e tiamà hoi oia i te mau aufau raa matahiti. O tei aufau e 500 farane e faaairo hia ia oia ei taata-taiete tumu. O tei aufau 1,000 farane e faaairo hia ia ona ei taata-taiete hamani maitai.

E ore e farii vave hia te mau moni aufau e titau hia maori rá e ia oti i te faatia hia te Tomite no te fenua nei o te tuu hia i raro a'e i te Peretiteni raa hanahana a te Tavana rahi o te Fenua nei

CONGRÈS COLONIAUX QUINQUENNAUX.

Congrès des Anciennes Colonies.

Un Congrès des Anciennes Colonies se tiendra à Paris, du lundi 11 au samedi 16 octobre 1909.

Ce Congrès s'occupera, en 1909, du groupe des Anciennes Colonies auxquelles la Nouvelle-Calédonie et les Etablissements français de l'Océanie ont été rattachées, ces colonies présentant,

dans leur organisation administrative, leur régime économique et leurs productions, des similitudes qui permettront d'étudier en commun les problèmes qui les intéressent. Toutefois pour conduire à des résultats pratiques, cette étude devra tenir compte des particularités qui différencient ces colonies, afin d'en dégager les solutions spéciales et les réformes applicables à chacune d'elles.

RÈGLEMENT DU CONGRÈS

Art. 1^{er}. Il est institué un Congrès des Anciennes Colonies qui se tiendra, à Paris, du lundi 11 au samedi 16 octobre 1909.

Art. 2. Ne pourront prendre part aux travaux du Congrès que les personnes qui auront envoyé leur adhésion accompagnée du montant de leur cotisation, fixée à 20 francs, au Secrétariat général du Congrès, avant l'ouverture de la session, ou qui se seront fait inscrire pendant la durée de celle-ci, dans les mêmes conditions.

Seront membres de droit du Congrès les délégués officiels désignés par les différents départements ministériels, et par les gouvernements locaux.

Art. 3. Les membres du Congrès recevront une carte qui leur sera délivrée par les soins du Comité d'organisation.

Ces cartes seront strictement personnelles. Toute carte prêtée sera immédiatement retirée.

Art. 4. Le bureau du Comité d'organisation, composé d'un Président, des quatre Présidents des sections, du Secrétaire général et du Secrétaire, sera de droit le bureau du Congrès dont il dirigera les travaux. Le Congrès pourra désigner des Présidents et des Vice-Présidents d'honneur.

Art. 5. Ne pourront être soumises à l'examen du Congrès que les questions rentrant dans le cadre général du programme ci-annexé.

Art. 6. Le Congrès comporte des séances générales et des séances de sections.

Art. 7. Le Congrès comprend quatre sections : — 1^{re} section : Organisation administrative ; 2^e section : Régime douanier ; 3^e section : Agriculture, Industrie, Crédit ; 4^e section : Hygiène, Assainissement, — entre lesquelles sont réparties les différentes matières qui font l'objet de ses travaux, conformément au programme ci-annexé.

On pourra se faire inscrire à plusieurs sections. Le Comité d'organisation dressera à l'avance un tableau indiquant les jours, heures, locaux où les sections tiendront séance.

Art. 8. Les Travaux de chaque section sont dirigés par son bureau, dont la composition a été fixée par le Comité d'organisation et qui comprend un Président et des Vice-Présidents en nombre variable.

Art. 9. Des rapporteurs désignés par le Bureau du Comité d'organisation seront délégués auprès des différentes sections et chargés : 1^o de préparer les rapports qui serviront de base aux discussions des sections ; 2^o de présenter aux séances générales le compte rendu des travaux de la section à laquelle ils auront été attachés.

Le Secrétaire général du Comité d'organisation remplira auprès du Congrès réuni en séance plénière les fonctions de rapporteur général.

Art. 10. Chaque section pourra émettre des vœux sur la partie du programme qui la concerne. Ces vœux seront votés à la majorité des membres présents.

Les vœux émis par les sections ne deviendront définitifs

qu'après approbation par le Congrès en séance plénière, également à la majorité des membres présents.

Art. 11. Nul orateur, à l'exception des rapporteurs, ne pourra garder la parole plus de dix minutes, ni parler plus de deux fois dans une même séance sur le même sujet, à moins que l'assemblée consultée n'en décide autrement.

Art. 12. Sont formellement interdites toutes discussions politiques ou religieuses, toutes appréciations portant sur des faits et qui seraient de nature à froisser des susceptibilités ou des intérêts, ainsi que toutes attaques, critiques et polémiques ayant un caractère personnel.

Art. 13. Les membres du Congrès qui auront pris la parole seront invités à la fin de chaque séance à remettre au Secrétaire, un résumé de leurs observations pour la rédaction du procès-verbal. Dans le cas où le résumé n'aurait pas été remis, le texte rédigé par le Secrétaire en tiendra lieu.

Art. 14. Le Comité d'organisation pourra demander aux auteurs de réduire leurs communications ; il pourra effectuer lui-même les réductions ou décider qu'une simple mention sera insérée au procès-verbal, si l'auteur n'a pas remis le résumé demandé à la date qui aura été fixée.

Art. 15. Les personnes qui désireraient faire une communication écrite au congrès devront en adresser l'indication sommaire dès que possible au Secrétariat Général du Comité d'organisation du Congrès, 44, Chaussée d'Antin, à Paris.

La texte même de ces communications devra être adressé un mois au moins avant l'ouverture du Congrès au Secrétariat Général.

Art. 16. Les rapports, les procès-verbaux des sections et des séances plénières seront imprimés et réunis en volume par les soins du Comité d'organisation pour être distribués gratuitement aux adhérents.

Le Comité y adjoindra, dans la mesure où il le jugera possible, le texte in-extenso ou le résumé des mémoires et communications soumis au Congrès.

Réduction et avantages consentis aux Membres du Congrès par les Compagnies de transports.

1° COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE.

Ligne de New-York au Havre — sur cette ligne, la compagnie ne peut accorder aucune réduction des prix de passage, en raison d'ententes passées avec les autres compagnies de navigation transatlantique. Mais l'Agence de la Compagnie à New-York procurera aux Congressistes porteurs de leur carte en provenance de Tahiti et de Saint-Pierre et Miquelon, dans la mesure du possible, une bonne installation à bord.

2°

3° COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Les Compagnies de chemins de fer ont bien voulu accorder aux membres du Congrès une réduction de 50 p. 100 sur le prix du transport, du lieu de leur résidence en France à Paris et retour à cette résidence ou à un port d'embarquement. Pour bénéficier de ces facilités, chaque adhérent devra faire connaître au Secrétariat Général du Comité d'organisation, au plus tard le 10 septembre 1909, sa gare de départ et son itinéraire.

Avis d'adjudication.

Le public est informé qu'il sera procédé, en séance publique, le lundi 10 mai prochain, à 3 heures de l'après-midi, dans le cabinet du Chef du Service de l'Intérieur, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de l'entreprise du transport de la correspondance, des colis postaux et des passagers entre Papeete et Moorea, du 1^{er} juin 1909 au 30 mai 1910, par bateau à propulsion mécanique (vapeur, navire à gazoline, etc.).

Le cahier des charges relatif à cette adjudication est déposé au Service de l'Intérieur où le public sera admis à en prendre connaissance tous les jours durant les heures d'ouverture des bureaux, à partir du 15 avril courant.

Cette entreprise est réservée aux négociants et armateurs français.

SOUSCRIPTION

ouverte au profit des victimes du tremblement de terre d'Italie.

(4^e Publication)

	Arg. français francs	Arg. chilien piastres
Michel Béchu.....	5 »	
M. Hintze.....	5 »	
Paea Willi Estall.....	2 »	
Taipuhia a Tehiva.....	1 »	
Mahinui a Fakotua.....	0 50	
Samuel, Young.....	1 »	
William Smith.....	5 »	
Tetuanui Tetahio à Parau rahi.....	5 »	
George Deane.....		0 10
Matahiapo Tane.....		1 »
Hau Tane.....	6 »	
Arii Tane.....		0 20
Teua Tane.....		0 20
Faahira Tane.....	1 »	
Taparuhi V. Richmond.....	2 »	0 20
Tihoni Richmond.....		0 50
Haamataere Richmond.....		0 20
Rua a Tereari Tane.....		0 50
Vahineura a Puoho Vahine.....		0 40
Tarau Tane.....		0 20
Taputu vahine.....		0 80
Tutti.....	5 »	
Raa Tane.....		0 20
Terii.....		0 20
Taufa Tane.....		0 20
Manarii Tane.....		0 20
Fakehu a Mahu.....		0 50
Alfred Sandford.....		1 »
Moo a Tara.....		0 50
Tanenui a Tepehuahoromiti.....		0 20
Hiti a Hiti.....		0 10
Vahine.....		0 10
Tupotahi.....		0 10
Tetu.....		0 10
Teua a Toofa.....		0 20
Samuel Sandford.....		0 20
Moe Louis Sandford.....		0 20
Louise Sandford.....		0 20

38 50

8 50

	Arg. français francs	Arg. chilien piastres
Teihoarii a Tane.....	38 50	8 50
Auraa tane.....	1 »	
Auraa vahine.....	1 »	
Maitihere vahine.....	0 50	
Ririmo tane.....	0 50	
Roo tane.....		0 20
Teura vahine.....		0 20
Mahu vahine.....		0 20
Tetuanui vahine.....		0 20
Mauri v.....		0 50
Natua v.....		0 20
Tareto v.....		0 10
Moko t.....		0 20
Teihoparae t.....		0 40
Andress Richmond.....	40 »	
Tinihau v.....	5 »	
Adams Francis.....	5 »	
Mahiti v.....		0 40
Mataua.....		0 20
Litia v.....		0 20
Teroro v.....		0 20
Tetua v.....		0 20
Ariitau.....		0 20
Mataoo v.....		0 20
Terai t.....		0 40
Pepe v.....		0 20
Tu v.....		0 40
George.....		0 50
Tete v.....		0 10
Toomai v.....		0 20
Afai t.....		0 20
Latio t.....		0 20
Laa t.....		0 20
Fenuaura t.....		0 50
Ari t.....		0 20
Pipi v.....		0 10
Pereue t.....		0 50
Vaitua.....		0 20
Tetua tane.....		0 20
Tetua vahine.....		0 20
Mme Tumahai.....		0 20
Fareura v.....	2 »	
Tuarae t.....		0 20
Aitore t.....		0 20
Haamana t.....		0 20
Fereti t.....		0 20
Mme Vve Bouzer.....	1 »	
Terai v.....		0 10
Hanere v.....		0 20
Faaau v.....		0 30
Pepe v.....		0 20
Ahunra v.....		0 50
Vahine v.....		0 50
Tetumahara v.....		0 50
Temaeha v.....		0 50
Tahiri v.....		0 10
Pipi v.....		0 10
Tuatahi v.....		0 10
Pahii t.....	0 50	
Tihoni t.....		0 20
Tiaho t.....		0 20
Teahamai t.....		0 20
Mociti t.....		0 10
Metua v.....		0 10
	65 »	21 70

	Arg. français francs	Arg. chilien piastres
Teina v.....	65 »	21 70
Maitu t.....		0 20
Mahore v.....		0 20
Tairi t.....		0 20
Tuane v.....		0 30
Teurataetae.....		0 20
Teura v.....		0 20
Taie t.....	2 50	
Marau t.....		0 20
Tauranehehe t.....		0 10
Rere t.....		0 30
<i>Ecole de Tautira.</i>		
M. Ferdinand Pierre Coulon.....	5 »	
Mme Angéline Coulon.....	3 »	1 »
Jean Coulon.....		0 20
Germaine Coulon.....		0 20
Léon Coulon.....		0 20
Terimarama a Ahuura.....		0 50
Tehei a Marurai a Teura.....	1 »	
Teahuarii a Tapati.....		0 20
Firu a Barff.....		0 20
Teihotu a Barff.....		0 10
Terearii a Faariau.....		0 10
Teriitehau a Faariau.....		0 10
Zepaniupoo a Punuaaitua.....	0 10	
Rerea a Punuaaitua.....	0 10	
Tauareva a Faatifa.....	0 10	
Mauahiti a Teura.....	1 »	
Raipoia a Teina.....		0 20
Tevaita a Hoatua.....		0 10
Vahinetua a Hora.....		0 10
Tamaru a Toheira.....		0 10
Teumere a Faariau.....		0 10
Tepaiatua a Punuaaitua.....	0 15	
Manarii a Teihoarii.....		0 10
Ahuura a Teraimano.....	5 »	
Ataura a Upuore.....		0 10
Tevahitua a Mataitai.....		0 10
Tefaite a Rochette.....		0 10
Tetuahutia a Toheira.....		0 10
Mai a Mai.....	2 »	
Tamataura a Pouira.....	0 10	
Taurua a Teriitehau.....	0 10	
Teheura a Teriitehau.....	0 10	
Tehei a Teriitehau.....	0 05	
Vahinetua a Huitoofoa.....	0 20	
Tavahia a Barff.....	0 10	
Raihoa a Barff.....	0 10	
Ariioehau a Paepaetaata.....		0 20
Teahuituoroo a Marama.....		0 10
Papaura a Papaura.....		0 10
Matatai a Temanupaiura.....		0 10
Tanoa a Ori.....		0 10
Narii a Mairau.....		0 10
Tupuraa a Mehao.....		0 10
Tapuvanaa a Taraukau.....		0 10
Manavataaroa a Taruia.....		0 10
Taaroa a Toheira.....		0 20
Uerii a Marama.....		0 10
Tetiaiti a Taheira.....		0 20
Vahinetua a Vehiatua.....		0 10
Tetuanuivaiea a Marama.....		0 10
Pairu a Raipuni.....		0 40
	85 70	29 80

	Arg. français francs	Arg. chilien piastres
	85 70	29 80
Zélée a Raipuni.....		0 20
Rai a Tatoa.....		0 40
Tuheiaa a Teihoarii.....		0 40
Teumere a Faariua.....		0 20
Faatifa a Mauhene.....		0 40
Toi a Faahipaipa.....		0 40
Teura a Vanaa.....		0 40
Tefaita a Paepaetaata.....		0 20
Maruarii a Hoatua.....		0 40
Vahineumi a Hitiura.....	0 20	
Tuoura a Tau.....		0 40
Teamo a Teihoarii.....		0 20
Tetuanui a Tuvanaa.....	0 40	
Amaru a Faahipaipa.....	0 05	
Tepaturu a Tevaca.....	0 05	
Tevaeai a Faarii.....	0 20	
Tehaamaru a Teihoarii.....	0 05	
Teriioa a Fauau.....	1 »	
Emma a Pou.....		0 40
Moeruru a Taaroa.....		0 20
Hélène a Teina.....	0 50	
Tevea a Teina.....	0 25	
Naura a Teina.....	0 25	
Teavaa a Hoatua.....		0 40
Tiarii a Hoatua.....		0 40
<i>District de Mahaena-Tiarei.</i>		
Aberahama Temanupaoura.....		0 50
Taiapa a Tau.....		0 50
Tupuraa a Faua.....		0 50
Aeata a Faua.....		0 50
Aiata Durietz.....	5 »	
Faatiarau Mihitua.....		1 »
Terii a Maiuri.....		0 50
Haamoe a Temanupaoura.....		0 50
Ruri a Farerau.....		0 50
Terii a Faua.....		0 50
Mauarii Mihitua.....		0 50
Aue a Durietz.....	2 50	
Tehuaitaata a Tevaavaaura.....	2 50	
Tuane a Tahuhu.....		0 50
Ruben Layton.....		0 50
Tetuanui Layton.....		0 20
Rama Layton.....		0 20
Maurima Taute.....		0 20
Paitia Raufea.....		0 20
Rauhea.....		0 50
Teura a Pautu.....		0 50
Manu Layton.....		0 50
Mahuru a Temanupaoura.....		0 50
Taaroarii a Faua.....		0 50
Taaroarii a Tahuhu.....		0 50
Tetia Faua.....		0 50
Vahineitihau a Faua.....		0 50
Paete a Durietz.....	2 »	
Mere a Layton.....		1 »
Matahiapo a Faua.....	40 »	
Tanoa Temanupaoura.....		1 »
Piriri a Taute.....		0 50
Tevaeai a Tau.....		0 50
Teriihauatua a Temanupaoura.....		0 50
Faatau a Tipae.....		0 60
Tuahutavana Mateau.....		0 20
Victorina a Temanupaoura.....		0 20
	110 35	47 60

	Arg. français francs	Arg. chilien piastres
	110 35	47 60
Ambrossio Nomingo.....	5 »	
Teiho Puai.....	5 »	
Marurai Me.....		0 20
Papehi Terevaura.....		0 50
Teraitetua a Viri.....		1 »
Reiahi Maruhi.....		0 20
Teiho a Tau.....		0 40
Punua.....		0 20
Nuu.....	1 »	
Tuana.....		0 40
Tiho a Pahii.....		0 20
Piharii Vaitoore.....		0 50
Taihia Temanupaoura.....		0 50
Tehahe a Tauira.....		0 40
Pau a Matean.....		0 20
Teheura a Taurae.....		0 50
Vahinetau a Putoe.....		1 »
Horohia Taunua.....		0 50
Tetuahunaa a Taau.....		0 50
Marurai a Taau.....		0 80
Tehitirere a Teraimano.....		0 40
Hopu a Hopuu.....		0 20
Varuamatavai a Teare.....		0 20
Maticura a Taimai.....		0 20
Teraa a Vaitu.....		0 60
Teumere a Temaamaa.....		0 20
Tuahu a Hitiau.....		0 20
Maruarii a Teraituri.....		1 »
Faatia a Amaru.....		0 20
Teumere a Airima.....		0 20
Teroromea a Viri.....		0 20
Nanuaiteiaitu a Vaitu.....		0 20
Faatupuaiteia a Vehiatua.....		0 40
Ahifa a Haumani.....		0 20
Terouvahine a Teare.....		0 20
Tuana a Pea.....		1 50
Teraitetia a Vivi.....		0 20
Atipere a Ofiti.....		1 »
Rootepea a Taau.....		1 »
Hitoti a Tuaroi.....		0 20
Tefa a Taau.....		0 40
Tuteahu Airima.....		0 50
Ariiteuira Matahiapo.....		1 »
Tahi Airima.....		1 »
Teraa Airima.....		0 20
Tehotu Haumani.....		1 »
Rua Matahiapo.....		0 40
Toheipurau a Tiare.....		1 »
Tetuanui a Viri.....		0 80
Vaifua Haumani.....		0 20
Teurihei a Temanupaoura.....		0 20
Teumere a Paia.....		0 40
Ahuahuiteira a Taunua.....		0 50
Teahurai Vaitu.....		0 50
Teaha Marurai.....		0 40
Tevaihaumanu a Amaru.....		0 50
Tevahinefaataratua Temanupaoura.....		1 »
Amoe a Viri.....		0 40
Tera a Tahiarii.....		0 20
Tetuanui a Tehiva.....		0 20
Fanauarii a Maamaa.....		1 »
Teura a Mochau.....		0 20
Minahei a Pahei.....		0 20
	121 35	75 70

	Arg. français francs	Arg. chilloen piastres
Temaamaa a Temaamaa.....	1 »	
Aarona vahine.....	1 »	
Taatarahi a Tetuanui.....		2 »
Hitote.....		0 20
Metua.....		0 50
Ariihee a Teahuarii.....	1 »	
Matua a Hiro.....	2 »	
Teriimana a Fuller.....	2 »	
Taumanua Tetiaura.....		0 20
Tuaroi vahine.....		0 20
Tevahinetiritirituaiaematai a Taau.....		0 50
Rauhea a Ariipeu.....	1 »	
Vahine a Manuhi.....		0 20
Toimata a Tara.....		0 20
Hiomaivahine Nomingo.....		1 »
Vahinerii Nomingo.....		1 »
Tanoa Faatia.....		0 50
Tauria a Viri.....		0 20
Papua a Matahiapo.....		0 20
Taau a Ofiti.....		0 20
Tuana a Raau.....		0 40
Araveau Arapari.....		1 »
Papu a Mauri.....		0 40
Matua a Mihitua.....		0 20
Ahuura a Farerau.....		0 20
Ani a Durietz.....		0 20
Painu.....		0 20
Vaiti.....		0 20
Aura Durietz.....		0 20
Poura a Mahiti.....		0 40
Tanoa Pahonu.....		0 50
Veio Vahine.....		0 20
Pateahirahi a Ariipeu.....	5 »	
Mathurue a Topea.....		0 20
Mathurue a Vahine.....		0 20
Tiairi a Poura.....		0 80
Ahuura a Farerau.....		0 20
Raihaamana a Tetuanui.....	5 »	
Teahiu a Paofai.....		0 20
Vahine a Rivo.....		0 20
Maitui a Haumani.....	1 »	
Maitui.....		0 20
Rauhuri a Rauhuri.....		0 50
Tavi a Poura.....		0 50
Tefo a Tau.....		0 50
Taoa.....		0 50
Taoa.....		0 50
Roo.....		0 50
	129 35	92 90
Total des publications précédentes...	3.454 30	111 20
Total général.....	3.593 65	204 10

AVIS

Il est rappelé au public qu'un arrêté du 13 mars 1877 relatif à la police rurale interdit la libre pâture sous peine d'une amende de dix francs qui sera répétée autant de fois qu'il y aura d'animaux arrêtés, non compris les frais de fourrière.

La route de ceinture étant constamment dégradée par des animaux errants, conformément à l'arrêté précité des ordres ont été

donnés aux agents compétents pour tuer, de jour comme de nuit, les porcs trouvés en liberté sur la voie publique.

Parau faaite.

Te faaite faahou hia'tu nei te taata'toa e mai te au i te hoe faaue raa no te 13 mati 1877, no te ohipa o te purumu, ua opani etaeta hia te tuu ha noa raa i te puua e amu haere noa. O tei faahapa i taua faaue raa ra e faautua hia ia i te utua moni i na farane 10 na nia i te mau puua ta taitahi te haru hia, a taa'tu a te mau taima no te fare tapea raa puua.

No te mea hoi e te faaino noa hia nei te purumu faaati e te mau puua tuu noa, no reira e mai te au hoi i te faaue raa i faaite hia i nia nei, ua faaue hia te feia toroa e au ra e e spa rahi roa, te ao e i te pō, i te mau puua maohi te itea hia i te haere ha noa raa na nia i te purumu a te Hau.

INSCRIPTION MARITIME

1^{er} AVIS

Caisse des gens de mer.

Etat des dépôts effectués à la Caisse des gens de mer pendant l'année 1879 et tombant sous l'application de l'article 22 de la loi du 29 mars 1897 par suite de non réclamation dans le délai de trente ans (1^{er} janvier 1910).

Océanie

Remise n° 10.300 — 78 — Gobet, Célestin, Louis, Timoléon, matelot.....	35 ^{fr} »
Remise n° 10.300 — 79 — Temaiata, manoeuvre.....	5 82
Remise n° 10.300 — 78 — Temaria id.	16 »
Remise n° 10.300 — 79 — Taero id.	5 82
Remise n° 10.005 — 29 — Tamaiti id.	7 27
Remise n° 10.005 — 29 — Tataimu id.	8 73
Remise n° 10.005 — 29 — Tauhiro id.	6 06
Remise n° 10.005 — 29 — Joseph, charpentier	62 08
Remise n° 10.005 — 30 — Balthazar, carrier	7 76
Remise n° 10.005 — 29 — Araumana, manoeuvre....	11 64
Remise n° 10.005 — 29 — Taureri id.	7 28

NOTA. — Pour plus amples renseignements, s'adresser au chargé du service de l'Inscription maritime et des successions.

SERVICE DES CONTRIBUTIONS.

AVIS

L'Administration rappelle au public les dispositions du § 2 de l'article 6 de l'arrêté du 23 décembre 1904, d'après lesquelles les propriétaires de constructions neuves sont tenus de faire constater, à Papeete, par le Maire, et dans les districts par les Présidents du Conseil, l'époque où le bâtiment est devenu habitable, en vue de bénéficier de l'exemption temporaire.

BANQUE DE L'INDO-CHINE

Capital : 36,000,000 fr.

privilégiée par décrets des 21 janvier 1875, 20 février 1888,
16 mai 1900 et 3 avril 1901.

SUCCURSALE DE PAPEETE

Situation au 31 mars 1909.

ACTIF

Caisse.....	{ espèces..... 559.967 12 billets de banque. 175.735 »	735.702 12
Portefeuille et avances.....		579.286 06
Comptes d'ordre.....		15.043 71
		<hr/> 1.330.031 89

PASSIF

Billets en circu- lation.....	{ émis..... 790.000 » en caisse..... 175.735 »	614.265 »
Comptes courants.....		184.900 89
Administration centrale et correspondants.....		328.791 91
Comptes, d'ordre et billets en caisse.....		202.074 09
		<hr/> 1.330.031 89

Papeete, le 7 avril 1909.

Le Directeur,

G. RENAULT.

CAISSE AGRICOLE

AVIS

La Caisse Agricole achète au prix de 0^f 80 par kilog., non égrené, le coton « Sea-Island » de bonne qualité, qui lui sera offert par les cultivateurs et garantit ce prix pour une période de deux années, à partir du 5 décembre 1907.

PARAU FAAITE

El hoo mai te Afata faaapu i te vavai « Sea Island » taviri ore hia te huero, o te mea maitai, e 80 tenetima i te kilo, ta te feia faaapu e afai mai ia'na'ra, e teie nei moni ra e ore ia e topa i raro e hope noa'ena matahiti e piti, mai te 5 no titema 1907 e taio mai ai.

AVIS

La Caisse agricole rappelle aux planteurs qu'elle ne reçoit que du coton « Sea Island » de bonne qualité. Elle les engage très vivement à ne cueillir leur récolte qu'à parfaite maturité, les cotons cueillis trop tôt étant moins nerveux, subissent une dépréciation considérable et ne peuvent être considérés comme cotons de bonne qualité ni reçus comme tels.

AVIS

La Caisse agricole informe le public qu'elle réduit à 3 fr. 50 par kilog. les avances qu'elle fera sur consignation de vanille.

Cette réduction est nécessitée par le fléchissement du cours, lequel tend à baisser encore.

ANNONCES

AVIS

Suivant acte administratif en date du 1^{er} décembre 1908 enregistré, la jouissance pendant cinquante années consécutives de l'île *Eiao* ou *Masse* et l'îlot *Hatutu* ou *Chanal* du groupe des Marquises, a été concédée à M. Albert Goupil, propriétaire à Papeete, ainsi que la propriété des troupeaux se trouvant sur l'île *Masse*.

Défense est en conséquence faite à qui que ce soit de débarquer dans ces île et îlot sans l'autorisation du sous signé.

ALBERT GOUPIL.

PARAU FAAITE.

Mai te au i te hoe parau i faaoti hia e te hau i te 1 no titema 1908, tei tomite hia'enei, ua riro ia o M. Albert Goupil, e fatu fenua i Papeete, ei ai faufaa i roto i na matahiti e pae ahuru aore, no te motu ra o *Eiao* oia hoi o *Masse* e no te motu ra o *Hatutu* oia hoi o *Chanal* te vai i te panai raa fenua Nuuhiva e ua riro hoi oia ei fatu roa na te nana puaa e vai i te fenua ra i *Masse*.

E no reira te opani roa hia nei te taata to'a e eiaha e tipes i reira nei mai te faaoti ore hia e tei tuu i tona. iia i raro nei.

ALBERT GOUPIL.

"Union Steam Ship Company"

expédiera—

Le Vapeur "MANAPOURI"

Pour Raiatea, Rarotonga et Auckland, transbordant pour
Sydney et tous ports de Nouvelle-Zélande —

Vendredi, 23 avril 1909.

S. R. MAXWELL & Co, LTD.
Agents,
Quai du Commerce.